

Soutien de la société civile dans les camps de réfugiés palestiniens

Les femmes dénoncent les camps

Israël n'aime pas avoir mauvaise publicité. Alors que c'est tout un collectif de la société civile internationale qui s'en va constater les conditions de vie des Palestiniens dans les territoires occupés, il décrète l'embargo.

Le bilan dressé le 22 juillet 2002 par les membres de la Mission féminine internationale pour la paix, lors de la conférence de presse tenue au complexe culturel Mohamed Zafzaf à Casablanca est mitigé. Cette mission avait effectué une visite dans les camps palestiniens en Jordanie, au Liban et une autre dans les territoires occupés entre le 21 et le 30 juin 2002.

À cause des tracasseries de l'administration de l'Etat hébreu, les défenseurs de la paix dans cette partie du globe n'ont pas été autorisés à visiter les territoires occupés et à rencontrer les dirigeants palestiniens, à leur tête le président Yasser Arafat.

Faisant contre mauvaise fortune bon cœur, la mission féminine internationale pour la paix a eu la judicieuse idée de se séparer en deux groupes. Le premier international composé de femmes canadiennes, françaises, italiennes, chiliennes et vietnamiennes a pu visiter les territoires occupés. Cette délégation

a pu récolter des témoignages, des documents qui attestent du massacre continu du peuple palestinien. Le crime étant devenu une raison d'État pour Israël. Un État terroriste qui ne rechigne pas à recourir à des pratiques nazies comme la détermination arbitraire, les représailles contre la population civile, la politique de la terre brûlée, la discrimination, l'isolement, etc.

Représailles

L'autre groupe s'est, quant à lui, rendu dans les camps palestiniens au Liban et en Jordanie. Au Liban, et rien que dans la capitale libanaise, il n'existe pas moins de 20 camps dont 8 ne sont pas reconnus par l'agence de l'ONU d'aide aux réfugiés palestiniens (UNRWA). Selon la journaliste Salma Bamhaoud, membre de cette délégation, les réfugiés ne sont pas autorisés à exercer 70 métiers et quand bien même ils travaillent, c'est au noir. Vivant dans une situation de précarité extrême, les réfu-



• Palestiniennes criant leur colère.

giés ne disposent même pas de documents administratifs, encore moins d'un accès au logement. À cela s'ajoute la diminution des subventions venant de l'UNRWA, de l'Union européenne, de l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) et d'autres pays européens après la signature des accords d'Oslo. Dans la capitale jordanienne

Amman, les camps se chiffrent à 15 dont seulement 10 sont reconnus par l'UNRWA, assure la mission. Le même topo dressé au Liban concernant les aides se retrouve en Jordanie. Contrairement au Liban, la Jordanie donne aux réfugiés les mêmes droits qu'aux Jordaniens malgré une marginalisation sur la scène politique.

Difficultés

Selon la mission, la Jordanie essaie également d'aliéner leur droit au retour en Palestine car ils constituent 70% de la population. En cas de retour massif, l'économie jordanienne paierait le prix fort.

La mission a, par ailleurs, déploré les difficultés créées par les autorités jordaniennes et libanaises qui ont quelque peu entravé la bonne marche des visites. Ce qui n'a pas empêché les membres de la mission de rencontrer des potentialités féminines, le Conseil national palestinien, le Forum Al Qods et les associations féminines palestiniennes. La mission, devant le refus des Jordaniens d'autoriser un sit-in devant les frontières jordano-palestiniennes, en a organisé un autre, symbolique, sur les rives de la mer Rouge en face des camps de Haïfa. La solidarité n'a jamais eu de frontières. □

A.D.A

Solidarité entre les Marocains d'ici et ceux d'Europe

Les mailles de l'entraide

C'est fait. Ce qui n'était au début qu'une initiative des jeunes générations issues de l'immigration, regroupées dans l'association "Maillage- Nouvelles générations" en faveur du pays d'origine, s'est transformé en un vaste mouvement citoyen. La création le 23 juillet 2002 du réseau "Maillage-Maroc" par plusieurs associations de quartiers au Maroc atteste d'un élan solidaire certain chez les jeunes. Un élan qui fait cruellement défaut aux formations politiques.

À l'origine, il y eut la rencontre entre jeunes beurs de Maillage Nouvelles générations avec ceux des quartiers défavorisés. De ce contact émergea une conscien-

ce qui se résume laconiquement dans «on n'est jamais mieux servi que par soi-même». Aussi, et dans plusieurs quartiers populaires de Casablanca, Rabat et Salé on assiste à la création d'associations des jeunes du quartier. «Initiative urbaine» à Hay Mohammadi, «Chabab» à Ben Abid, «Godzela» à Maârif, «Mostaqbal» à Derb Sultan, «Amal Salé» à Hay Essalam et «Carrefour jeunesse» à Aïn Sebaâ sont les têtes de ponts d'un élan solidaire qui s'enracine au fil du temps.

Prenant exemple sur leurs frères beurs, les jeunes de ces quartiers ont décidé de continuer le tissage d'actions communes avec la

jeunesse marocaine en France, en créant le réseau Maillage-Maroc. «Un réseau de jeunes solidaires décidés à prendre en main leur destin et à œuvrer pour le mieux-vivre, le mieux-être de la jeunesse marocaine et agir de façon concrète sur le terrain, sous la conduite de Sa Majesté le Roi Mohammed VI», déclare Ahmed Ghayet, président de Maillage-Nouvelles générations.

Objectif annoncé: poursuivre et enrichir le travail éducatif, civique, culturel et social en direction de la jeunesse des quartiers populaires ainsi que le «tissage d'actions communes avec la jeunesse marocaine de France». □ A.D.A

EN BREF

• Newsletter

Manpower Maroc vient de lancer «*Vision RH*», sa nouvelle revue trimestrielle traitant des ressources humaines (RH). Ce support institutionnel se veut un moyen d'information à destination de ses partenaires pour les tenir informés de l'évolution de la gestion des RH, des innovations et des nouveaux services offerts par Manpower. Dans le même ordre d'esprit, le cabinet, par le biais d'une refonte de son site web, entend offrir plus de services interactifs à ses clients et aux demandeurs d'emploi. Offres d'emploi, demandes, dépôt en ligne des candidatures, législation du travail sont autant de services qui, grâce à une touche de personnalisation, permettront aux deux acteurs majeurs dans le marché de l'emploi de se rencontrer.

Ypérite

L'association de défense des victimes de la guerre des gaz toxiques au Rif a exprimé sa préoccupation suite aux agressions espagnoles sur le territoire marocain au large de Tétouan et dans le golfe d'Al Hoceima. Selon l'association, le gouvernement espagnol, au lieu de présenter des excuses aux victimes des gaz toxiques, dévoile son vrai visage franquiste et colonialiste, ce qui constitue une menace pour la démocratie en Espagne. En conséquence, elle appelle les forces démocratiques et progressistes à amener Aznar à revenir sur sa politique belliqueuse. L'association a également estimé que les relations entre les deux pays devront être basées sur le respect et la coopération. A ce retour à la normale, l'association pose deux préalables: la fin du colonialisme espagnol dans le Nord du Royaume et les excuses officielles aux populations du Nord pour les crimes commis sous occupation espagnole.